TERMES DE RÉFÉRENCE SPÉCIFIQUES

Evaluation finale externe du projet Développement DURable de l'Agriculture de Mangrove 2 – projet DEDURAM 2

Numéro de référence du contrat: CGW 1023 01 U

Pouvoir adjudicateur : Univers-Sel

1	CONTEXTE	2
1.1	CONTEXTE DU PAYS / DE LA REGION / DU SECTEUR CONCERNE(E).....	3
1.2	L'ACTION A EVALUER.....	5
1.3	PARTIES PRENANTES DE L'ACTION	9
2	DESCRIPTION DE L'ÉVALUATION COMMISSIONNÉE	10
2.1	OBJECTIF DE L'ÉVALUATION	11
2.2	SERVICES REQUIS.....	11
2.3	PHASES DE L'ÉVALUATION ET LIVRABLES REQUIS	13
2.4	ORGANISATION DU CONTRAT SPECIFIQUE ET METHODOLOGIE (OFFRE TECHNIQUE)	16
2.5	GESTION ET PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	17
2.6	LANGUE DU CONTRAT	17
3	EXPÉRIENCE REQUISE	17
3.1	NOMBRE D'ÉVALUATEURS ET NOMBRE DE JOURS DE TRAVAIL REQUIS PAR CATEGORIE	17
3.2	EXPERTISE REQUISE.....	17
3.3	PRESENCE DE L'ÉQUIPE DE GESTION POUR LE BRIEFING ET/OU LE DEBRIEFING	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4	LIEU ET DURÉE	18
4.1	PERIODE DE DEMARRAGE	18
4.2	DURÉE PREVUE DE LA MISSION EN JOURS CALENDRIER.....	18
4.3	PLANIFICATION, Y COMPRIS LA PERIODE DE NOTIFICATION POUR LE PLACEMENT DE PERSONNEL.....	18
4.4	LIEUX DE LA MISSION.....	18
5	LE RAPPORT	18
5.1	CONTENU, DURÉE ET REMISE	18
5.2	COMMENTAIRES SUR LES LIVRABLES	19
5.3	LANGUE	19
5.4	NOMBRE D'EXEMPLAIRES DU RAPPORT	19
5.5	FORMAT DES RAPPORTS.....	20
5.6	LES MODALITES DE REMISE DES OFFRES ET CALENDRIER DE L'ACTION	20
	ANNEXE I : CRITERES D'ÉVALUATION TECHNIQUE SPÉCIFIQUES	21
	ANNEXE II : INFORMATIONS A FOURNIR A L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION	22
	ANNEXE III : STRUCTURE DU RAPPORT FINAL ET DU RESUME EXECUTIF	23
	ANNEXE IV : PLAN DE TRAVAIL	26
	ANNEXE VI : MATRICE CADRE LOGIQUE (LOGFRAME) DE LA(LES) ACTION(S) ÉVALUÉE(S)	27

1 CONTEXTE

Le projet est porté principalement par l'association de solidarité internationale UNIVERS-SEL et la fédération paysanne KAFO.

UNIVERS-SEL est une association à but non lucratif créée en 1991, reconnue d'utilité générale et dont la plupart des membres sont issus de la profession des paludiers de Guérande. Forte d'une soixantaine de membres, la vie associative s'articule autour du conseil d'administration (8 membres), de 3 commissions permanentes (administration/ finances, éducation au développement, communication), et de groupes de travail pays ou projets. Elle emploie deux salariés au siège, du personnel expatrié et local pour les projets, et une quinzaine de membres, paludiers professionnels, sont engagés bénévolement dans les projets pour leur expertise technique. La philosophie de l'association est fondée sur l'échange de savoir-faire entre producteurs. Elle veut promouvoir une agriculture paysanne durable, des productions salicole et rizicole non industrielles, principalement en zone de mangrove. Le transfert de technologie, tant en saliculture qu'en riziculture est porteur d'une agriculture non dévastatrice de l'environnement grâce à l'utilisation des énergies renouvelables. L'intervention d'UNIVERS-SEL s'appuie sur les pratiques paysannes endogènes. Les techniques de production proposées sont adaptées à chaque contexte, peu coûteuses et facilement appropriables. Depuis sa création, UNIVERS-SEL est intervenue au Bénin jusqu'en 1993 pour la diffusion de la saliculture solaire sur bâches, en Guinée Conakry de 1994 à 2015 sur des projets de développement rural en mangrove. Actuellement, UNIVERS-SEL a passé le relais à ses partenaires locaux en Guinée Conakry et intervient, comme porteuse de projet ou partenaire en Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal.

KAFO en Mandingue signifie l'entraide sociale. Constituée de paysans de diverses ethnies de Guinée-Bissau, c'est dans l'optique de promouvoir la solidarité, les idéaux de justice, de paix, et de droits au développement des communautés rurales défavorisées, que la Fédération paysanne KAFO fut créée le 30 Décembre 1997. Agréée en Mars 1998, la Fédération KAFO a son siège social au Centre de Formation Paysanne de Djalicunda. KAFO dispose d'un bureau pour l'administration et les relations publiques à Bissau. La Fédération KAFO est constituée de 970 groupements villageois mixtes, soit 25.973 paysannes et paysans, organisés autour de 10 Associations socioprofessionnelles paysannes (Agriculteurs, Pêcheurs, Eleveurs, Apiculteurs, Tradithérapeutes, Forgerons, Fruiculteurs, Femmes paysannes productrices, Jeunesse rurale et Exploitants forestiers communautaires). Avec 61,77 % de femmes, 23,30 % de jeunes et 14,93 % d'hommes, KAFO intervient dans plus de 1000 villages des régions d'Oio, Cacheu et Bafata. La Fédération KAFO est administrée par une Assemblée Générale, un Conseil d'Administration, et un Secrétariat exécutif placé sous la supervision et le contrôle du Conseil d'Administration. La stratégie d'intervention de KAFO privilégie les axes prioritaires suivants : renforcement des capacités d'autogestion et institutionnelles des paysans et associations villageoises de développement; développement des services d'encadrement rural; appui conseil aux paysans et associations villageoises de développement avec concentration des appuis sur les activités de production créatrices de revenus économiques, de gestion durable, de l'agro-biodiversité et de promotion culturelle; renforcement du leadership féminin, et amélioration du pouvoir économique des femmes rurales.

Le projet de Développement DURable de l'Agriculture de Mangrove en Guinée Bissau (DEDURAM) vise l'amélioration des conditions de vie des populations des zones de mangrove en Guinée Bissau. Par le transfert de compétences et le renforcement des capacités des partenaires locaux (principalement deux organisations fédératives de producteurs KAFO et APROSAL), il contribue à l'organisation et au développement des filières saliculture et riziculture de mangrove. DEDURAM développe et diffuse deux techniques de production innovantes, peu coûteuses et facilement appropriables par les producteurs et précédemment développées pendant plus de dix ans en mangrove de Guinée Conakry (composante 1). Ce sont (i) la saliculture solaire sur bâches en alternative à la cuisson des saumures qui touchera environ 2500 exploitations familiales sur l'ensemble du pays et un gain de temps de travail de 30% (ii) l'amélioration de la gestion globale de l'eau sur 350 hectares de plaines de rizières (pour un total de 2000 hectares) et l'amélioration de la gestion de l'eau à la parcelle sur 450 hectares (pour un total de 675 hectares), ce qui touchera environ 700 producteurs en région Oio, permettant un gain de productivité de 30% après 5 ans

d'adoption des techniques. Elles contribuent également à la diminution de la pression anthropique et à la préservation du fragile écosystème de mangrove. Les deux autres composantes du projet sont- La mise en réseau des acteurs des filières sel et riz, la capitalisation et la diffusion des résultats technico-économiques, et - La diffusion des bonnes pratiques liées aux techniques en zones de mangrove et la sensibilisation des populations des régions Oio et Pays de la Loire.

1.1 Contexte du pays / de la région / du secteur concerné(e)

La Guinée-Bissau, située sur la côte occidentale de l'Afrique, est limitée au nord par le Sénégal, au sud et à l'est par la Guinée Conakry, et à l'ouest par l'Océan Atlantique. C'est un pays de 36 120 km², dont 8120 km² d'espace maritime. De longs estuaires fluviaux et bras de mer pénètrent loin à l'intérieur des terres.

La Guinée Bissau est l'un des 10 pays les plus pauvres du monde (176^{ème} à l'IDH) et dépend fortement de sa production agricole d'exportation, essentiellement l'anacarde (noix de cajou, sixième producteur mondial et 90% des recettes d'exportation). La population active est d'environ 500 000 personnes qui se retrouvent majoritairement dans le secteur agricole qui emploie plus de 80% de la main d'œuvre du pays. L'agriculture représente 62% de part du PIB, l'industrie 12% et les services 26%. La balance commerciale est fortement déficitaire.

L'Etat guinéen a élaboré son Plan Stratégique Opérationnel 2015-2020 "Guinée-Bissau Terra-Ranka", qui priorise l'autosuffisance en riz dès 2020, avec une production de 450 000 tonnes, contre 200 000 tonnes actuellement. Il doit permettre au pays de devenir exportateur net en 2025 avec une production dépassant les 500 000 tonnes. Ces résultats seront obtenus, d'une part par l'aménagement de 54 000 hectares de bas-fonds pluviaux et de mangroves (sur un potentiel estimé à 300 000 ha dont 200 000 ha de bas-fond et 100 000 ha de mangrove), et d'autre part, par l'amélioration des pratiques rizicoles et la reconstitution du capital semencier du pays. Ce plan est très ambitieux et va nécessiter la mobilisation de toutes les forces vives concernées et de l'ensemble des partenaires au développement. **Le riz est la principale céréale produite en Guinée-Bissau et représente 75% de la production, consommée par environ 90% des ménages.** Trois types de riz sont cultivés dans le pays : riz des plateaux, riz de bas-fond et riz de mangrove. La production nationale ne couvre que 47% des besoins, pour une consommation estimée à 129 kg/hab./an (CILSS). Actuellement, seulement 30 000 ha de bas-fonds et 50 000 ha de mangrove sont exploités, soit respectivement un taux de valorisation de 15% et 50%. **Et Plus de 60% du riz produit en Guinée-Bissau, provient des écosystèmes de mangroves.** La stagnation, voire la baisse récurrente de la production rizicole s'explique par le désintéressement des producteurs qui s'adonnent plus à la culture de cajou moins exigeante et plus rentable, par l'érosion progressive des savoir-faire traditionnels en matière de riziculture, par l'exode rural des jeunes important dans certaines zones, et par le manque de maîtrise des nouvelles techniques d'aménagements hydro-agricoles des terres de mangrove, à fort potentiel rizicole et soumises à l'influence des marées.

La région Oio présente un fort potentiel agricole, mais, à l'instar des autres régions du pays, **le remplacement progressif des cultures céréalières pluviales de plateau¹ par des plantations d'anacardiens** provoque une prééminence monoculturelle et une forte dépendance des populations rurales. Associée à la relance de la production dans les autres pays, la baisse de productivité des exploitations guinéennes (vieillesse du parc et déficit d'entretien) engendre **la diminution constante des revenus des producteurs guinéens** et provoque une situation **d'insécurité alimentaire et de précarité**. Déjà affectée à 69% par la pauvreté¹, les fortes variations du prix de la noix de cajou, principale source de revenus de plus des deux tiers des ménages, précarisent d'autant plus la population. En 2017, le taux d'insécurité alimentaire dans les ménages ruraux était de 15,5%, dont 1,1% en insécurité alimentaire sévère¹. En juillet 2021, le taux d'insécurité alimentaire dans les ménages ruraux dans le pays était de 14,5%, et de 22,3% dans la région Oio².

---

¹ Programme Alimentaire Mondial, mai 2017 (pas d'enquête du PAM plus récente)

² Évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (SISSAN) juillet 2021

Dans ce contexte, le projet apporte une réponse à la double nécessité d'augmentation de la production rizicole pour permettre la sécurisation alimentaire des populations rurales et de diversification agricole pour diminuer la vulnérabilité et la dépendance à la culture de la noix de cajou. Le développement de systèmes de production durable de riziculture de mangrove et de saliculture solaire intervient en cohérence avec le plan stratégique de l'État bissau-guinéen visant notamment la diversification agricole et l'autosuffisance en riz à l'horizon 2020³

La saliculture se pratique en saison sèche, de janvier à mai selon les zones et les occupations des productrices. Cette activité est exclusivement féminine à l'exception de quelques producteurs s'étant engagés dans cette activité durant la première phase du projet. **La région Oio est la principale zone de production de sel de Guinée Bissau** (estimation de 2000 à 3000 tonnes annuelles). Elle est pratiquée de façon pérenne par des femmes de l'ethnie mandingue pour qui elle constitue **une source de revenus importante (en moyenne 57% de l'ensemble des revenus monétaires annuels d'une productrice)**. La saliculture solaire a été introduite comme nouvelle activité génératrice de revenus dans les villages de l'ethnie ballante durant la première phase du projet. Si, dans un premier temps, les productrices des villages ballantes ont destiné leur production uniquement à la consommation familiale, certains villages témoignent d'une volonté d'augmenter leur production pour l'orienter vers les marchés locaux. Cette volonté et ce dynamisme doivent être accompagnés dans la seconde phase du projet.

La technique de production traditionnelle est fortement consommatrice de bois de cuisson (3 tonnes de bois pour produire une tonne de sel) et exerce une **importante pression sur la ressource ligneuse de mangrove**. Par ailleurs, cette technique de production a des impacts sur la santé des productrices en raison de l'inhalation des émanations de cuisson.

L'alternative solaire offre ainsi des avantages sensibles en termes de préservation de la ressource ligneuse, d'émissions de GES (réduction de 99% d'après l'Analyse de Cycle de Vie effectuée en 2019), d'amélioration de la santé des productrices (impact sanitaire 600 fois moins élevés, toujours d'après l'ACV), de gain monétaire grâce à la réduction des coûts de production (l'achat de bois n'est plus nécessaire, soit en moyenne 6t/ an environ) et d'ouverture à la réalisation d'autres activités pour les femmes grâce au temps dégagé (utilisation de ce temps à déterminer par l'étude prévue dans DEDURAM 2).

Le contexte politique de la Guinée-Bissau est caractérisé par son instabilité et la faiblesse de ses institutions.

La programmation des élections législatives en mars 2019 a constitué une avancée sensible dans l'organisation du calendrier politique de la Guinée-Bissau devant présager la mise en place d'un gouvernement. Néanmoins, les résultats officiels des élections ont été annoncés difficilement par les Autorités compétentes en Guinée Bissau (Commission Nationale des Elections, recourt auprès de la Cour Suprême) et cette situation a fait appel au positionnement des instances de la CEDEAO afin d'essayer de sortir de cette crise postélectorale. Ainsi, la situation a été source d'incertitudes et de retards dans le paiement du salaire des fonctionnaires sur plusieurs mois créant alors des mouvements de grève répétitifs. Un certain nombre de démarches administratives et financières sont ainsi ralenties. **Depuis le mois de mars 2020, la Guinée Bissau a été touché par la pandémie Covid19 ce qui a participé à la mise entre parenthèse de la vie politique et de ces avancées.**

Cette situation n'est toutefois pas une contrainte majeure à la mise en oeuvre du projet qui intervient en milieu rural.

L'effort d'information auprès des acteurs et l'implication des services techniques dans les instances de pilotage ont contribué à une **intégration du projet dans les dynamiques de développement rural**. Deux faits marquants contribuent à cette intégration : les orientations de la politique de développement rural de l'État qui vise, entre autres, à l'autosuffisance en riz et au soutien de l'agriculture de mangrove ; et l'engagement de l'Union européenne auprès de l'État bissau-guinéen en appui au développement rural avec une composante significative pour la réhabilitation des périmètres de mangrove dans le cadre du 11°

---

³ Plan Stratégique Opérationnel 2015-2020 "Guinée-Bissau Terra Ranka"

FED. Le projet, par les innovations qu'il apporte, fait l'objet d'une attention particulière des institutions et devient une référence en matière d'aménagements rizicoles.

Le 25 mars 2020, la Guinée-Bissau déclarait officiellement les premiers cas importés de Covid-19 sur son territoire. Le 28 mars 2020, le Président de la République de Guinée-Bissau décrétait l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national accompagné d'une série de mesures visant à contenir la propagation du virus :

- La fermeture de tous les commerces non essentiels, à l'exception des commerces alimentaires et des pharmacies ;
- L'interdiction de tous les transports collectifs terrestres et maritimes, taxis inclus ;
- La limitation des sorties des personnes pour acheter des biens essentiels ;
- L'application du couvre-feu ;
- L'utilisation obligatoire du masque dans l'espace public.

L'état d'urgence a été renouvelé successivement bien que les mesures accompagnatrices ont néanmoins enregistré un assouplissement notamment en termes de circulation et de couvre feu.

Depuis le 21 mars 2020, l'équipe du projet DEDURAM a été placée en télétravail par mesure de précaution pour ne pas prendre le risque d'une contamination d'un employé ni celui d'une contamination des bénéficiaires partenaires. **Dans un premier temps totalement stoppées, les activités d'adaptation et celles jugées prioritaires ont eu lieu sur le terrain à partir du mois de juin 2020** dans des conditions particulières à la suite d'une réflexion poussée au regard de l'évolution de la situation sanitaire.

1.2 L'action à évaluer

Titre de l'action à évaluer	• Développement DURable de l'Agriculture de Mangrove (DEDURAM)
Budget de l'action à évaluer	• 850 752 euros
Numéro contrat: de l'action à évaluer	• AFD/ CGW 1023 01 U
Dates de l'action à évaluer	• Début : 01/12/2019 • Fin : 30/11/2022

Objectif global : *Contribuer au développement soutenable de la région Oio par un soutien technique et organisationnel aux producteurs de sel et de riz de mangrove.*

Objectif spécifique : *Favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations des zones de production de sel et de riz de mangrove par un accompagnement sur les techniques de production, l'organisation des filières et les interactions socio-environnementales*

Plus spécifiquement, le projet DEDURAM vise à **développer des modes d'exploitation rizicole et salicole contribuant au respect de l'environnement et en permettre l'appropriation par les productrices et producteurs des écosystèmes de mangrove de Guinée Bissau.**

L'action prend en compte les déterminants principaux de l'agriculture de mangrove et **plus principalement la filière riz de mangrove**. L'une des contraintes au développement de la filière est la baisse des rendements liée à des modifications des réseaux hydrauliques naturels des plaines et à une mauvaise gestion de l'eau dans les périmètres, corrélés à des itinéraires techniques perfectibles.

La prise en compte de la filière sel, qui permet de générer des liquidités immédiates et **celle des impacts de la pression anthropique sur cet écosystème fragile**, viennent compléter une approche intégrée promue par l'action.

Ces problématiques sont abordées simultanément car elles sont indissociables pour envisager l'amélioration durable des conditions de vie des producteurs.

SOS 1 : Renforcer les compétences de l'organisation paysanne KAFO pour approfondir l'accompagnement des organisations villageoises de producteurs de riz vers une amélioration durable de leurs conditions de vie

R.1.1 L'appui technique et organisationnel de KAFO lui permet une autonomisation dans la mise en œuvre technique, administrative et financière du volet riziculture

Principales activités prévues : A.1.1.1 Réorganisation de l'équipe salariée KAFO sur DEDURAM 2 pour optimiser le renforcement de compétences A.1.1.2 Réalisation de formations à l'attention de l'équipe salariée KAFO sur DEDURAM 2 (1 personne en administration RH et financière, 2 personnes en management, 4 personnes en animation communautaire, 4 personnes en techniques de gestion de l'eau)

Indicateurs de suivi des activités : IS1 - Nombre de formation par salarié KAFO du projet DEDURAM 2 à la fin du projet >1

Indicateurs de résultats : IR1 - En fin de phase 2, les évaluations du personnel KAFO du projet DEDURAM 2 sont très satisfaisantes

R.1.2 L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet d'assurer l'ancrage et la diffusion de la gestion globale de l'eau et de la gestion d'eau à la parcelle favorisant une amélioration de la productivité et une réduction de la durée de la période de soudure

Principales activités prévues : A.1.2.1 Atelier interne de capitalisation sur la démarche projet des 4 premières années de l'initiative DEDURAM (stratégies opérationnelle, financière, RH, technique...) A.1.2.2 Réalisation d'une étude socio-économique sur la nouvelle zone d'intervention de Binibaque et création d'une situation de référence pour l'ensemble des indicateurs suivis A.1.2.3 Réalisation de 2 visites d'échange avec un autre pays producteur de la sous-région A.1.2.4 Réalisation d'au moins 8 visites d'échange inter-sites A.1.2.5 Amélioration de la gestion de l'eau sur 350 Ha complémentaires de plaines et axes hydrauliques des périmètres rizicoles (Gestion globale de l'eau - GGE) A.1.2.6 Aménagement de 450 Ha complémentaires de casiers rizicoles (Gestion de l'eau à la parcelle - GEP) A.1.2.7 Mise en place et suivi de parcelles de référence A.1.2.8 Formation action de 700 riziculteurs à la pose de tuyaux et à la gestion de l'eau A.1.2.9 Formation action des riziculteurs à la conduite améliorée de la culture de riz A.1.2.10 Suivi conseil aux riziculteurs pendant la campagne agricole A.1.2.11 Réalisation d'au moins 3 ateliers de partage d'expérience entre acteurs de la riziculture de mangrove

Indicateurs de suivi des activités : IS3 - Nombre de visites d'échange sous-régionales réalisées > 1 pour A.1.2.3 ; IS4 - Nombre de participant aux visites d'échange sous-régionales > 8 pour A.1.2.3 ; IS5 - Nombre de visites d'échange locales réalisées pour A.1.2.4 > 6 ; IS6 - Nombre de participants aux visites d'échange locales pour A.1.2.4 > 60 ; IS7 - Nombre d'Ha des plaines rizicoles dont la gestion d'eau a été améliorée > 350 ; IS8 - Nombre d'Ha des casiers rizicoles aménagés et/ou réhabilités selon les techniques améliorées de gestion d'eau à la parcelle > 450 ; IS9 - Nombre de parcelles de références utilisées comme telle > 2 ; IS10 - Nombre de producteurs formés à la pose des tuyaux et à la gestion de l'eau > 700 ; IS11 - Nombre de producteurs formés à la conduite améliorée de la culture de riz > 150 ; IS12 - Nombre d'ateliers de partage réalisés > 3

Indicateurs de résultats : IR2 – Gain de productivité à l'Ha après 5 ans (2017-2022) > 30% IR3 – Diminution de la durée de la période de soudure après 5 ans (2017-2022) > 80%.

R.1.3 L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet un renforcement de la gestion communautaire des rizières

Principales activités prévues : A.1.3.1 Accompagnement à la création, à la mise en place et à la gestion d'au moins 4 organisations villageoises de producteurs de riz A.1.3.2 Co-construction et signatures des accords d'engagement annuel avec chaque périmètre d'intervention

Indicateurs de suivi des activités : IS13 - Nombre d'organisation villageoises de producteurs de riz renforcées et collaborant au projet DEDURAM 2 > 2 ; IS14 - Nombre de rapport d'engagement signés > 9

Indicateurs de résultats : IR4 - Plus de 80% des accords d'engagement signés chaque année par les villages de producteurs sont respectés

R.1.4 L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet une meilleure adaptation des populations aux changements climatiques et une régénération de l'écosystème environnant

Principales activités prévues : A.1.4.1 Plantation de palétuviers en renforcement des aménagements en accord avec les résultats du diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale

Indicateurs de suivi des activités : IS15 - Nombre d'action de replantation de mangroves pour A.1.4.1 > 3

Indicateurs de résultats : IR5 - Reboisement de mangrove de protection de digues en accord avec les diagnostics effectués > 3Ha ; IR6 - Taux de survie des espaces reboisés après un an > 75%

R.1.5 L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet une meilleure connaissance des enjeux socio-environnementaux actuels et à venir et participe à la recherche de solutions adaptées

Principales activités prévues : A.1.5.1 Construction, suivi et traitement d'une base de données globale A.1.5.2 Réalisation de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires A.1.5.3 Réalisation d'expérimentations de techniques culturales et/ou d'activités post-récolte

Indicateurs de suivi des activités : IS16 - % d'indicateurs de suivi et de résultats utilisés = 100% ; IS17 - Nombre de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale pour activité A.1.5.2 > 1 ; IS18 - Nombre d'étude sur les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires pour activité A.1.5.2 > 1 ; IS19 - Nombre d'expérimentation de techniques culturales et/ou d'activités post-récoltes > 2

Indicateurs de résultats : IR7 - Taux de couverture cartographique des sites touchés par le projet = 100% à la fin de la phase 2 IR8 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 1 IR9 - Nombre d'expérimentation de techniques de production et/ou post-récolte en fin de phase 2 > 1

SOS2 : Renforcer les compétences des organisations villageoises de productrices de sel et approfondir leur accompagnement vers une amélioration durable de leurs conditions de vie

R.2.1 L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet d'assurer l'ancrage et la diffusion de la saliculture solaire sur bâche favorisant une amélioration de la productivité et une meilleure maîtrise de l'amont de la filière

Principales activités prévues : A.2.1.1 Atelier interne de capitalisation sur la démarche projet des 4 premières années de l'initiative DEDURAM (stratégies opérationnelle, financière, RH, technique...) A.2.1.2 Réalisation d'une étude socio-économique sur les nouvelles zones d'intervention et création d'une situation de référence pour l'ensemble des indicateurs suivis sur toutes les zones d'interventions A.2.1.3 Assurer l'approvisionnement local de bâches pour la saliculture solaire A.2.1.4 Formation action d'au moins 20 nouvelles productrices relais A.2.1.5 Mise en place de 2 exploitations de référence dans la zone de Mansoa et de Cacheu A.2.1.6 Réalisation d'une visite d'échange avec un autre pays producteur de la sous-région A.2.1.7 Réalisation d'au moins 12 visites d'échanges inter-sites A.2.1.8 Suivi conseil aux productrices ayant adopté la technique de saliculture solaire A.2.1.9 Accompagnement au renforcement, à la mise en place et à la gestion d'au moins 4 organisations villageoises de productrices de sel A.2.1.10 Suivi-conseil des organisations villageoises de productrices pour la diversification des débouchés du sel

Indicateurs de suivi des activités : IS20 - Nombre d'études de référence pour A.2.1.2 > 2 ; IS21 - Nombre de commandes locales de bâches accompagnées et/ou observées > 3 ; IS22 - Nombre de formatrice relai formées > 20 ; IS23 - Nombre d'exploitation de référence > 2 ; IS24 - Nombre de visites d'échange sous-régionales réalisées pour A.2.1.6 > 1 ; IS25 - Nombre de participants aux visites d'échange sous-régionales pour A.2.1.6 > 8 ; IS26 - Nombre de visites d'échange locales réalisées pour A.2.1.7 > 6 ; IS27 - Nombre de participants aux visites d'échange locales pour A.2.1.7 > 60 ; IS28 - Nombre d'organisation villageoises de productrices de sel renforcées et collaborant au projet DEDURAM > 2 ; IS29 - Existence d'une étude de marché sur les débouchés du sel

Indicateurs de résultats : IR10 - Gain de productivité horaire > 30% grâce la production solaire de sel par rapport à la production ignigène IR11 - Au moins 1500 productrices de sel utilisent exclusivement ou partiellement la technique de saliculture solaire à la fin du projet IR12 - Au moins 2 organisations villageoises de productrices sont renforcées avec une stratégie pluriannuelle définie à la fin du projet

R.2.2 L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet de renforcer le rôle des femmes et leur participation dans les instances de décision

Principales activités prévues :

A.2.2.1 Réalisation d'au moins 12 sessions de formations (en alphabétisation, en entrepreneuriat féminin, en gestion comptable, et en gouvernance) à destination des productrices membres des organisations villageoises A.2.2.2 Réalisation d'une étude socio-économique sur l'utilisation de l'augmentation de la productivité horaire par les femmes grâce à la saliculture solaire A.2.2.3 Réalisation de 3 réunions du réseau des acteurs et interprofession de la filière sel

Indicateurs de suivi des activités : IS30 - Nombre de formations à destination des organisations villageoises de productrices de sel >12 ; IS31 - Existence d'une étude sur l'utilisation du temps gagné grâce à la saliculture solaire ; IS32 - Nombre de réunions du réseau des acteurs et interprofession de la filière sel > 3

Indicateurs de résultats : IR13 - Les organisations villageoises de productrices sont composées d'au moins 80% de femmes

R.2.3 L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet une limitation des impacts environnementaux de la production et une régénération de l'écosystème environnant

Principales activités prévues : A.2.3.1 Plantation de palétuviers en renforcement des aménagements en accord avec les résultats du diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale

Indicateurs de suivi des activités : IS33 - Nombre d'action de replantation de mangroves pour A.2.3.1 > 3

Indicateurs de résultats : IR14 - Diminution des émissions de GES > 1000 teCO2/an en moyenne grâce la production solaire de sel par rapport à la production ignigène IR15 - Quantité de bois économisée > 6t/productrice/an en moyenne

R.2.4 L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet une meilleure connaissance des enjeux socio-environnementaux actuels et à venir et participe à la recherche de solutions adaptées

Principales activités prévues : A.2.4.1 Construction, suivi et traitement d'une base de données globale A.2.4.2 Réalisation de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires A.2.4.3 Réalisation d'expérimentations techniques et environnementales

Indicateurs de suivi des activités : IS34 - Nombre de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale pour A.2.4.2 > 1 ; IS35 - Nombre d'étude sur les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires pour A.2.4.2 > 1 ; IS36 - Nombre d'expérimentation de techniques culturelles et environnementale > 2

Indicateurs de résultats : IR16 - Taux de couverture cartographique des sites touchés par le projet = 100% à la fin de la phase 2 IR7 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 2 IR17 - Nombre d'expérimentation techniques et environnementales en fin de phase 2 > 3

SOS3 Construire une vision partagée des enjeux socio-environnementaux locaux actuels et futurs et diffuser les informations qui favorisent la préservation et/ou la reconstruction d'un équilibre socio-écosystémique

R.3.1 Favoriser la création et la diffusion de connaissances sur les interactions et les interdépendances des populations avec l'écosystème de mangrove

Principales activités prévues : A.3.1.1 Réalisation d'au moins 4 ateliers de restitution des résultats des diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires avec les habitants des zones concernées A.3.1.2 Recherche de partenariats pour une approche holistique de soutien aux activités génératrices de revenu dans une phase 3 de DEDURAM A.3.1.3 Accompagnement dans l'instauration d'un processus de gestion communautaire des périmètres de mangrove

Indicateurs de suivi des activités : IS37 - Nombre d'ateliers de restitution des résultats des diagnostics territoriaux > 4 ; IS38 - Nombre de salarié du projet DEDURAM formés à la Méthode d'Analyse et de Résolution de Problèmes (MARP) > 7 ; IS39 - Nombre d'outils de la MARP utilisés pour la connaissance des zones d'intervention et la planification communautaire participative > 10"

Indicateurs de résultats : IR7 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 2 IR18 - Nombre d'atelier de restitution des études auprès des communautés > 2

R.3.2 Les techniques expérimentées dans les projets DEDURAM 1 et 2 se diffusent dans les zones de mangroves

Principales activités prévues : A.3.2.1 Finalisation et diffusion des 4 documents de capitalisation réalisés en 1ère phase de DEDURAM

Indicateurs de suivi des activités : IS40 - Nombre de documents de capitalisation produits

Indicateurs de résultats : IR19 - Nombre de partenariats et/ou d'expertises contractés par Univers-Sel pour d'autres initiatives > 3

R.3.3 La population est sensibilisée aux enjeux socio-environnementaux en Guinée Bissau et en France

Principales activités prévues : A.3.3.1 Réalisation d'au moins 35 actions ECSI en France et en Guinée Bissau à partir du Kit Pédagogique élaboré dans la 1ère phase DEDURAM A.3.3.2 Réalisation d'au moins 6 expositions photo en France et en Guinée Bissau élaboré dans la 1ère phase DEDURAM A.3.3.3 Réalisation d'au moins 6 diffusions en Guinée-Bissau et en France du film réalisé dans la 1ère phase DEDURAM

Indicateurs de suivi des activités : IS41 - Nombre d'actions ECSI réalisées > 35 ; IS42 - Nombre d'expositions réalisées > 6 ; IS43 - Nombre de projections réalisées > 6 ;

Indicateurs de résultats : IR20 - Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation > 1000

1.3 Parties prenantes de l'action

Les parties prenantes de l'action sont listées ci-dessous :

L'association UNIVERS-SEL est le chef de file contractant avec l'Agence Française Développement. A ce titre, UNIVERS-SEL est responsable de l'utilisation des fonds et de l'atteinte des résultats attendus. Elle coordonne la mise en œuvre globale de l'action, rédige et transmet les rapports à la AFD en veillant à la conformité avec les procédures de l'AFD.

Dans la mise en œuvre des activités, UNIVERS-SEL est responsable de l'ensemble des composantes du projet ; en soutien d'APROSAL pour la saliculture et la mise en réseau et de KAFO pour la riziculture, la mise en réseau et la capitalisation.

La fédération paysanne KAFO est le codemandeur. Ce projet est l'occasion d'un transfert de compétences d'UNIVERS-SEL en matière d'aménagements rizicoles de mangrove, et, dans une moindre mesure, en matière de suivi-évaluation et de capitalisation.

KAFO ne sera pas directement impliqué dans la mise œuvre des activités de saliculture, mais participera à la supervision et à leur suivi.

APROSAL, organisation de productrices de sel de la zone de Kapatres : cette organisation encore faible structurellement devait bénéficier d'un appui institutionnel renforcé. Le changement d'orientation d'APROSAL, dont le positionnement a été de devenir un opérateur d'iodation et de commercialisation du sel, et non plus une organisation fédérant les productrices de la région Oio et défendant leurs intérêts, a mené le projet à la décision de ne plus considérer APROSAL comme un interlocuteur privilégié, tout en la maintenant informée de la mise en œuvre des activités et en l'invitant à participer aux réunions de sensibilisation et d'information tenues à l'attention des femmes productrices de sel membres de l'association.

Les organisations villageoises de producteurs et les producteurs et productrices sont les éléments clés de l'action. En riziculture, les Comités de Gestion des périmètres rizicoles sont déterminants pour la réalisation des travaux d'aménagements dans la mesure où ils sont étroitement associés au diagnostic technique et réaliseront les travaux collectifs.

En saliculture, les productrices relais, choisies par leurs pairs, sont les piliers de l'ancrage et de la diffusion de la technique solaire. 700 producteurs de riz utiliseront la technique d'amélioration de gestion de l'eau et 2500 productrices de sel seront sensibilisées, dont 500 nouvelles productrices de sel solaire, donc un total de 1500 productrices qui auront adopté, au moins partiellement, la technique solaire.

Les autorités locales participent aux différents cadres de concertations et jouent un rôle prépondérant notamment en termes de mobilisation.

La Direction Nationale du Génie Rural est l'interlocuteur privilégié du projet pour le suivi des aménagements et le transfert de technologie.

LVIA est un partenaire privilégié, au travers de sa connaissance de la région Oio et plus particulièrement des secteurs de Mansoa et Bissora. Le rapprochement déjà opéré entre UNIVERS-SEL et LVIA, permettra de développer une réelle complémentarité au travers des différents projets et des réalisations de LVIA.

La recherche institutionnelle, au travers de l'INPA et de l'IBAP, est impliquée dans la définition du suivi des activités et apportera une caution scientifique à la démarche de capitalisation.

Les services techniques déconcentrés de l'Etat (agriculture, environnement, commerce, planification, etc.) sont partie prenante du suivi du projet au travers du comité de pilotage et du réseau des acteurs des filières.

Les partenaires au développement internationaux et nationaux (FIDA, PNUD, FAO, PAM, UICN, PNUE, etc.) sont membres du comité de pilotage pour certains et impliqués dans les réseaux des acteurs. Ce qui facilite les échanges de pratiques et d'expérience, ainsi que la diffusion des techniques.

Les bénéficiaires de l'action sont les suivants :

- **En riziculture de mangrove**, ce sont environ 700 producteurs dans les secteurs de Mansoa en région Oio. Ce sont plus de 5 000 membres des familles de producteurs qui sont les principaux bénéficiaires finaux de l'action pour la riziculture.
- Le partenaire local KAFO est bénéficiaire à travers le renforcement de capacité technique en riziculture de mangrove.
- **En saliculture solaire**, ce sont près de 2 500 productrices de sel qui sont touchées par l'action pour environ 1 500 productrices adoptant la technique solaire (dont 500 nouvelles sur cette phase) et 15 000 bénéficiaires finaux.
- Les organisations de producteurs et de productrices des villages intégrés à l'action.
- **Les autres bénéficiaires de l'action** sont les services techniques déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et la recherche agricole publique (INPA). Ce sont aussi les autres acteurs de la filière riz local qui seront parties prenantes du cadre de concertation.

2 DESCRIPTION DE L'ÉVALUATION COMMISSIONNÉE

Type d'évaluation	Evaluation thématique
Couverture	L'action du volet saliculture dans le contexte Covid et post-covid L'évaluation de l'approche du projet pour l'extension de deux expérimentations du volet riziculture : la réintroduction de l'eau salée en période hors culture et le reboisement de mangrove pour la reconstitution d'une zone tampon comme prérequis pour une intervention du projet
Portée géographique	Guinée Bissau, région Oio
Période à évaluer	du 01/12/2019 au 30/11/2022

2.1 Objectif de l'évaluation

Etant donné qu'une évaluation globale du projet a été effectuée récemment (évaluation réalisée par le cabinet Kinomé couvrant la période juillet 2019-mars 2021), la présente évaluation est principalement vouée à fournir à Univers-Sel et à Kafo des informations spécifiques concernant :

- Une analyse globale et indépendante de la performance du projet dans la diffusion de la saliculture solaire, pendant et après la crise sanitaire Covid-19. Il s'agira notamment d'évaluer l'impact de plusieurs facteurs : fermeture des marchés principaux durant le covid, évolution des prix des intrants, méthodes de formations et d'accompagnement des productrices, etc.
- Une analyse globale et indépendante de la démarche adoptée dans la mise en place des premières expérimentations d'introduction d'eau salée dans les pratiques culturelles en rizières de mangrove
- Une analyse globale et indépendante des premières expérimentations de reboisement de zones de mangrove (à des fins de protection des digues de ceinture ou non).
- Les enseignements tirés, les conclusions et les recommandations associées, de manière à améliorer les actions futures.

En particulier, cette évaluation servira à comprendre la performance de l'action, ses facteurs déterminants qui ont permis ou freiné l'obtention des résultats, de manière à modifier ses modalités de conception ou de mise en œuvre et à servir de base à la planification des actions et des interventions futures d'Univers-Sel et Kafo. Les apprentissages seront également partagés avec les autres parties prenantes et avec l'AFD.

Alors que la 2^{ème} phase du projet « Développement durable de l'agriculture de mangrove » financé par l'AFD arrive à son terme le 30 novembre 2022, il est souhaité avoir une analyse indépendante sur certaines activités dont le contexte a changé récemment ou qui sont nouvelles dans la dynamique du programme. Cette analyse devra permettre de tirer les enseignements qui permettront d'améliorer la stratégie et les processus mis en œuvre pour renforcer l'efficacité et l'efficience des activités en particulier et du projet dans son ensemble. UNIVERS-SEL souhaite de plus savoir dans quelle mesure les activités développées et les méthodes utilisées dans ce projet pourraient être réemployées, et ou adaptés, dans le cadre d'une phase ultérieure, ou encore dans d'autres projets en Guinée Bissau et ailleurs.

Les principaux utilisateurs de cette évaluation seront l'association UNIVERS-SEL et le partenaire local KAFO qui portent et mettent en œuvre le projet Deduram ; les services compétents de l'AFD ; l'ensemble des institutions partenaire nationales et locales (chapitre 1.3) ainsi que les bénéficiaires finaux de l'action.

2.2 Services requis

2.2.1 Portée de l'évaluation

Les principales attentes vis-à-vis de l'évaluation sont :

1. Pertinence, efficacité, efficience et durabilité des stratégies d'implémentation du projet sur 3 aspects : la diffusion et l'ancrage de la saliculture solaire dans le contexte particulier lié à la crise sanitaire, la réintroduction de la technique d'inondation des rizières avec l'eau saumâtre hors saison productive, et le reboisement pour la protection des digues de ceinture ;
2. Le niveau d'appropriation des techniques par les bénéficiaires ;
3. L'influence éventuelle sur l'environnement institutionnel (État, bailleurs de fonds, opérateurs de développement) quant aux choix techniques et méthodes qui seront privilégiés dans les actions de développement à venir ou encore quant à l'implication de nouveaux opérateurs de développement dans la promotion de ces techniques ;
4. Les leçons à tirer et recommandations en vue d'une phase ultérieure du projet, ou de nouveaux projets.

De plus, l'évaluation suivra un critère d'évaluation spécifique de l'AFD :

- La cohérence de l'action elle-même avec la stratégie de l'AFD en Guinée-Bissau dans le secteur du développement rural et avec d'autres politiques de l'UE.

2.2.2 Questions à traiter

Les questions à traiter formulées ci-dessous sont données à titre indicatif. En fonction de l'information la plus récente, des consultations initiales et postérieures et de l'analyse des documents, l'équipe d'évaluation discutera avec le gestionnaire d'évaluation et proposera dans son rapport de démarrage un éventail complet et final de questions d'évaluation en indiquant les critères et indicateurs spécifiques utilisés ainsi que les sources de collecte de données et les outils les plus importants.

L'évaluation :

1. Appréciera la pertinence et le niveau d'adaptation au contexte des techniques de saliculture solaire sur bâches ;
2. Appréciera la pertinence de l'intégration de l'introduction d'eau salée dans l'itinéraire technique proposé par le projet ;
3. Appréciera la pertinence de l'intégration du reboisement de certaines zones pour protéger les digues comme condition suspensive à l'intervention du projet ;
4. Appréciera le niveau d'exécution et les résultats (quantitatifs et qualitatifs) atteints pour chacune des trois activités à évaluer (diffusion de la saliculture solaire ; réintroduction de l'eau salée en période hors culture ; reboisement de mangrove) ;
5. Appréciera le niveau d'appropriation des techniques par les producteurs/trices et leurs organisations en saliculture et riziculture ;
6. Appréciera la qualité du dispositif de suivi et les outils dédiés ;
7. Analysera les conditions de durabilité de la diffusion des techniques.

Pour guider leur travail, les évaluateurs pourront s'inspirer des questions suivantes basés sur les **cinq critères du CAD**, à savoir :

- **La pertinence** : Les stratégies et méthodologies adoptées et les activités menées étaient-elles adéquates pour atteindre les objectifs ? Ont-elles permis de répondre aux besoins des groupes cibles ? Quel a été le niveau d'implication des parties prenantes ? Comment la complémentarité avec d'autres projets / programmes a été géré ? Les changements de circonstances (y compris les contraintes contextuelles critiques) ont-ils été pris en compte pour une mise à jour de la logique d'intervention ? Les valeurs cibles définies pour les indicateurs sont-elles réalistes ou doivent-elles être revus ?
- **L'efficacité** : Les progrès escomptés sont-ils suffisants ? La qualité des activités et produits, pour le soutien au renforcement des compétences/capacités, est-elle satisfaisante ? Comment les actions ont contribué à l'adoption et à l'intégration des techniques proposées ? Quels facteurs ont constitué des contraintes à l'adoption et ancrage des techniques proposées ?
- **L'efficience** : Les mécanismes et modalités de mise en œuvre choisis, ont-ils été propices à l'obtention des résultats escomptés ? Comment l'engagement des bénéficiaires a influencé contribuer, ou non, à la gestion efficiente des ressources disponibles ? Les formations et produits ont-ils été livrés de manière économique ? Les ressources correspondaient-elles aux besoins de l'action ? Dans quelle mesure le coût exprimé (ou non) des activités ont été cohérent avec les résultats et les bénéfices attendus et ceux atteints ? Dans quelle mesure les partenariats ont permis d'activer des synergies en permettant de mieux valoriser les ressources du projet ? Comment la communication a affecté l'efficience des activités ?

- **La durabilité** : Les bénéficiaires ont-ils acquis un niveau approprié de capacités opérationnelles et organisationnelles garantissant l'ancrage et la reproductibilité des techniques/solutions proposées ? Quelles sont les conditions, et les possibles alternatives, pour les groupes cibles d'être financièrement indépendants pour pouvoir garantir la pérennité des actions et de leur bénéficiaires ? Une contribution financière externe à la communauté, associations, ou à l'unité productrice, est-elle nécessaire pour garantir un accès continu aux avantages de l'action ? Les bénéficiaires ont-ils les compétences pour accéder à d'autres sources de financement ? Le niveau d'engagement exigé des autorités compétentes pour garantir le soutien nécessaire à la pérennité des solutions techniques proposés sont-elles compatibles avec leur ressources humaines et financières ? Comment les actions du projet ont-elles été ancrées dans les structures communautaires et institutionnelles locales ? Quelles sont les possibles conditions (alternatives) pour activer des économies d'échelle qui permettraient de réduire les coûts financiers de l'adoption des techniques proposées ? Quelles actions de plaidoyer mettre en place pour inciter les autorités nationales et les bailleurs de fonds à soutenir l'adoption des solutions (techniques) proposées ?
- **L'impact** : Quels ont été les changements réels et attribuables à l'intervention par rapport aux objectifs du projet et aux résultats des activités attendus ? Quels ont été les écarts entre les résultats obtenus par rapport aux résultats attendus ? Comment les aspects, socio-culturels, économiques, organisationnels des bénéficiaires et la stratégie, méthodologie et organisation du projet ont influencés l'atteinte des objectifs et résultats attendu ? Les résultats inattendus observés sont-ils attribuables directement à l'action du projet ?

2.2.3 Méthodologie

L'évaluation devra se focaliser sur les dynamiques à l'œuvre dans le projet en matière de diffusion de la saliculture solaire et de mise en œuvre et de diffusion des expérimentations d'introduction d'eau saumâtre et de reboisement. L'objectif est d'analyser les facteurs qui ont pu favoriser ou freiner ces différentes dynamiques et d'identifier par quels moyens ces dynamiques pourraient être renforcées au cours de la troisième phase du projet et au-delà. La méthodologie proposée par les consultants devra permettre de comprendre les dynamiques en cours et de proposer des pistes pertinentes pour renforcer l'ancrage et la diffusion des techniques. L'équipe devra donc avoir des compétences en matière d'animation et de processus participatifs.

2.3 Phases de l'évaluation et livrables requis

Le processus d'évaluation sera mené en trois (3) phases :

- **Démarrage**
- **Terrain**
- **Synthèse**

Les livrables de chaque phase doivent être rendus à la fin des étapes correspondantes, comme précisé dans le tableau synoptique du paragraphe 2.3.1.

2.3.1 Tableau synoptique

Le tableau qui suit présente un aperçu des activités-clé à mener lors de chaque phase et une liste des livrables que l'équipe devra produire ainsi que les réunions avec le pouvoir adjudicateur et le groupe de référence. Le contenu principal de chaque livrable est décrit au chapitre 5.

Phases de l'évaluation	Activités-clé	Livrables et réunions
<u>Phase de démarrage</u>	• Collecte initiale de documents/données • Analyse du contexte • Analyse des parties prenantes • Reconstitution (ou si nécessaire, constitution) de la logique d'intervention et/ou description de la théorie du changement (sur base de la documentation et des interviews disponibles) • Conception de la méthodologie d'évaluation (questions d'évaluation avec les critères de jugement, les indicateurs et les méthodes de collecte de données et analyse) et la matrice d'évaluation	• <i>Réunion de démarrage avec le pouvoir adjudicateur et le groupe de référence en visioconférence</i> • Note de démarrage renseignant l'orientation méthodologique de manière détaillée
<u>Phase de terrain</u>	• Analyse approfondie des documents (en particulier questions d'évaluation) • Identification des informations manquantes et des hypothèses à vérifier dans la phase documentaire • Conception de la méthodologie de la phase de terrain	• <i>Premières réunions au niveau national avec la gestionnaire de projet</i> • <i>Présentation des principaux résultats de la phase de terrain</i> • <i>Débriefing avec l'équipe du projet et le partenaire local d'exécution.</i>
<u>Phase de synthèse</u>	• Analyse finale des résultats (en particulier des questions d'évaluation) • Rédaction de l'évaluation globale, des conclusions et des recommandations • Compte-rendu	• <i>Projet de rapport final</i> • <i>Résumé exécutif</i> • <i>Rapport final</i> • <i>Présentation des résultats au siège d'UNIVERS-SEL en liaison visioconférence avec le gestionnaire de projet.</i>

2.3.2 Phase de démarrage

Le but de cette phase est de structurer l'évaluation et de préciser les questions principales.

La phase de démarrage commencera par une étude initiale du contexte que les évaluateurs mèneront à distance. Les documents pertinents seront examinés (voir annexe II). Cette phase documentaire inclura également un résumé concis de la littérature existante en lien avec l'action afin d'assurer une approche capable d'identifier les informations manquantes et d'assurer la complémentarité. Ensuite, une réunion de début de mission sera réalisée à Bissau, avec le gestionnaire de projet en amont de la phase de terrain. Le

but de la réunion est d'aboutir à une compréhension claire et partagée de la portée de l'évaluation, de ses limites et de sa faisabilité. Elle sert aussi à clarifier les attentes sur les résultats de l'évaluation, la méthodologie à utiliser et, le cas échéant, à transmettre un complément d'information importante ou de dernière minute.

En outre, en se basant sur la logique d'intervention, les évaluateurs rédigeront une explication narrative de la logique de l'action décrivant la manière dont l'action va engendrer le changement tout au long de la chaîne des résultats, par ex. la théorie du changement. Cette explication comprend une analyse des données à la base de cette logique (surtout en comparant les inputs et les outputs, et les résultats et l'impact) et permet de formuler les suppositions qui doivent se révéler correctes pour que le travail puisse être mené à bien, ainsi que d'identifier les facteurs qui peuvent potentiellement entraver ces changements.

En se basant sur la logique d'intervention et sur la théorie du changement, les évaluateurs finaliseront i) les questions d'évaluation avec la définition des critères et des indicateurs de jugement, la sélection des outils et des sources pour la collecte des données, ii) l'évaluation de la méthodologie et iii) la planification des étapes suivantes.

L'approche méthodologique sera représentée dans une matrice de conception de l'évaluation⁴, qui sera incluse dans le rapport de démarrage. **La méthodologie de l'évaluation doit être sensible à la question de genre, commenter l'utilisation de données ventilées par sexe et âge et démontrer comment les actions ont contribué à avancer vers l'égalité des sexes.**

Les restrictions rencontrées ou qui seront rencontrées lors de l'exercice d'évaluation seront discutées et des mesures de limitation décrites dans la note de démarrage. Enfin, dans cette phase, le plan de travail et le procédé d'évaluation seront présentés et approuvés ; ce plan devra être cohérent à celui qui est proposé dans les présents TdR. Toute modification devra être justifiée et approuvée par le gestionnaire d'évaluation.

Sur la base des informations récoltées, l'équipe d'évaluation doit préparer une **note de démarrage**; son contenu est décrit au chapitre 5.

Pendant cette phase, l'équipe d'évaluation devrait affiner le choix des outils à utiliser pendant la phase de terrain et annoncer les étapes préparatoires qui ont déjà été réalisées et celles qui doivent être réalisées pour l'organiser, y compris dresser une liste des personnes à interviewer, définir les dates et les itinéraires des visites, et répartir les tâches entre les membres de l'équipe.

2.3.3 Phase de terrain

La phase de terrain commence après l'approbation de la note de démarrage par le gestionnaire de projet.

Le but de la phase de terrain est de valider / changer les réponses préliminaires formulées pendant la phase documentaire et de compléter l'information grâce à la recherche primaire.

Si un écart considérable par rapport au plan ou au programme approuvé semble constituer un risque pour la qualité de l'évaluation ou ne respecte pas la fin de la validité du contrat, il faudra en discuter immédiatement avec le gestionnaire d'évaluation et, ce qui concerne la validité du contrat, prendre des mesures correctives.

Pendant les premiers jours de la phase de terrain, l'équipe d'évaluation doit organiser une réunion avec le gestionnaire du projet et le partenaire local d'exécution de l'action.

---

⁴ La matrice de l'évaluation est un outil qui sert à structurer l'analyse de l'évaluation (en définissant les critères de jugement et les indicateurs de chaque question d'évaluation). Elle sert aussi à adopter la méthode de collecte de données la plus appropriée et faisable pour chacune des questions.

Pendant la phase de terrain, l'équipe d'évaluation doit assurer un contact, une consultation et une collaboration adéquats avec les différentes parties prenantes, avec les autorités et les agences gouvernementales concernées et avec les autorités locales. Tout au long de sa mission, l'équipe d'évaluation utilisera les sources d'information les plus fiables et appropriées, ne pas divulguer les informations confidentielles reçues et respecter les croyances et les coutumes de l'environnement social et culturel local.

Au terme de la phase de terrain, l'équipe d'évaluation résumera son travail, analyser la fiabilité et l'étendue des données récoltées, et présenter ses conclusions préliminaires lors d'une réunion avec la direction de Univers-sel, l'équipe du projet et le partenaire local d'exécution.

2.3.4 Phase de synthèse

Cette phase est dédiée à la préparation de **deux documents distincts** : le **résumé exécutif** et le **rapport final**, dont la structure est décrite à l'annexe III). Il comprend l'analyse des données récoltées pendant la phase documentaire et la phase de terrain, afin de finaliser les réponses aux questions d'évaluation et de préparer l'évaluation globale, les conclusions et les recommandations.

L'équipe d'évaluation présentera ses résultats, ses conclusions et ses recommandations dans un seul rapport avec les annexes, conformément à la structure convenue à l'annexe III ; un résumé exécutif séparé sera également élaboré.

L'équipe d'évaluation s'assurera que :

- Son évaluation est objective et équilibrée, que les affirmations sont détaillées et fondées sur des preuves et que les recommandations sont réalistes et clairement ciblées.
- Pendant la rédaction du rapport, que toute évolution déjà en cours dans la direction souhaitée soit clairement identifiée.
- Que le vocabulaire, y compris les abréviations, utilisé, tient compte de l'audience identifiée à l'art. 2.1 plus haut.

L'équipe d'évaluation rendra et présentera le **projet de rapport final** au Comité de suivi ainsi qu'aux membres des structures porteuses du projet DEDURAM lors d'une réunion qui pourra éventuellement se tenir à distance, afin de discuter de ses résultats, de ses conclusions et de ses recommandations.

Le gestionnaire d'évaluation rassemblera les commentaires faits par les membres du groupe de référence et les enverra à l'équipe d'évaluation pour réviser le rapport. À ce stade, l'équipe d'évaluation finalisera le **rapport final** et le **résumé exécutif**, en répondant aux commentaires reçus. Les problèmes éventuels de qualité, les erreurs factuelles et les problèmes méthodologiques seront corrigés ; les commentaires relatifs à des jugements divergents peuvent quant à eux être acceptés ou rejetés. Dans ce dernier cas, l'équipe d'évaluation devra en expliquer les raisons par écrit.

2.4 Organisation du contrat spécifique et méthodologie (offre technique)

Les contractants-cadre invités soumettront leur organisation du contrat et la méthodologie spécifiques en se servant d'un des modèles couramment adopté.

La méthodologie d'évaluation proposée pour entreprendre la mission est décrite au chapitre 3 (stratégie et calendrier de travail). Les prestataires doivent décrire comment la méthodologie qu'ils proposent va aborder les questions transversales mentionnées dans les termes de référence et, notamment, l'égalité des sexes et l'émancipation de la femme. Ceci inclut (selon le cas) les messages de communication de l'action, les matériels et les structures de gestion.

2.5 Gestion et pilotage de l'évaluation

2.5.1 Au niveau du gestionnaire d'évaluation

L'évaluation est gérée par l'Association UNIVERS-SEL ; les progrès de l'évaluation seront suivis de près avec l'aide d'un groupe de référence composé d'un (1) représentant d'UNIVERS-SEL, un (1) Représentant du partenaire local KAFO et le coordinateur du projet DEDURAM.

Les fonctions principales des membres du groupe de référence sont :

- De définir et de valider les questions d'évaluation.
- De faciliter les contacts entre l'équipe d'évaluation et les parties prenantes externes.
- De s'assurer que l'équipe d'évaluation a accès à toutes les sources d'information et de documentation liées à l'action à évaluer et les consulte.
- De discuter et de commenter les rapports produits par l'équipe d'évaluation. Les commentaires de chaque membre du groupe de référence sont rassemblés par le gestionnaire d'évaluation, puis transmis à l'équipe d'évaluation.
- D'assister le processus de rétroaction (feedback) à partir des résultats, des conclusions, des recommandations et des leçons tirées de l'évaluation.
- De soutenir la création d'un bon suivi du plan d'action une fois l'évaluation terminée.

2.5.2 Au niveau du prestataire

Conformément aux exigences établies à l'article 6 des termes de référence globaux et dans l'Organisation et la Méthodologie globales, aux annexes II et III du contrat cadre SIEA 2018 respectivement, le prestataire doit surveiller la qualité du procédé, la conception de l'évaluation, les inputs et les livrables de l'évaluation. Il devra en particulier :

- Soutenir le chef d'équipe dans son rôle, principalement en ce qui concerne la gestion. À cet égard, le prestataire doit s'assurer qu'à chaque phase de l'évaluation, des tâches et des livrables spécifiques soient confiés à chaque membre de l'équipe.
- Fournir du soutien et un contrôle qualité du travail de l'équipe d'évaluation tout au long de sa mission.
- S'assurer que les évaluateurs disposent des ressources nécessaires pour remplir toutes leurs tâches et respecter les délais du contrat.

2.6 Langue du contrat

La langue du contrat sera le français. Certains documents peuvent être disponibles en portugais.

3 EXPÉRIENCE REQUISE

3.1 Nombre d'évaluateurs et nombre de jours de travail requis par catégorie

Cette évaluation devra faire appel à un minimum de 2 experts, avec un minimum de 10 jours/h pour l'expert principal dont 7 sur le terrain et 12 jours/h pour le ou les expert(s) secondaire(s) dont 7 jours sur le terrain.

3.2 Expertise requise

Exigences minimums pour l'équipe

- 10 années d'expérience au moins dans le domaine de l'évaluation ;
- 5 années d'expérience au moins dans l'évaluation menées dans la région africaine
- Une bonne pratique de l'expérience dans l'interventions de développement dans le secteur de l'agriculture, du développement rural démontré par des missions spécifiques

- Expérience significative en entretiens avec les communautés et collecte de donnée
- Maîtriser les techniques d'évaluation participative, de conduite d'enquête, d'entretien
- Compétences avérées en gestion environnementale

Connaissances linguistiques de l'équipe :

- Français : au moins 1 membre doit posséder un niveau d'expertise C1 ;
- Portugais : au moins 1 membre doit posséder un niveau d'expertise C1 ;
- Créole portugais : au moins 1 membre doit posséder un niveau d'expertise B2

Univers-sel mène une politique d'égalité des chances. La parité des genres dans l'équipe proposée, à tous les niveaux, est vivement conseillée.

4 LIEU ET DURÉE

4.1 Période de démarrage

Début provisoire de la mission : 5 décembre 2022.

4.2 Durée prévue de la mission en jours calendrier

Durée maximale de la mission : 70 jours calendaires.

La durée totale inclut les jours de travail, les week-ends, les périodes prévues pour les commentaires, pour réviser les versions préliminaires, les séances de débriefing, et la distribution des résultats.

4.3 Planification, y compris la période de notification pour le placement de personnel⁵

Dans le cadre de l'offre technique, le contractant-cadre doit remplir le tableau de l'emploi du temps qui se trouve dans l'annexe IV. Les 'dates indicatives' ne doivent pas être formulées comme des dates fixes, mais comme des jours (ou des semaines, ou des mois) à partir du début de la mission (désigné '0').

Il faudra prêter l'attention nécessaire afin d'assurer la participation active et la consultation des représentants du gouvernement et des parties prenantes nationales/ locales.

4.4 Lieux de la mission

La mission se déroulera à Bissau (Guinée-Bissau), avec des visites de terrain dans des villages de la région Oio (secteur de Mansoa, Mansaba, Farim et Bissora).

5 LE RAPPORT

5.1 Contenu, durée et remise

Les livrables doivent répondre à des standards de qualité. Le texte des rapports doit être illustré, le cas échéant, par des cartes, des graphiques et des tableaux ; une carte de la zone (ou des zones) de l'action est requise (elle doit être jointe en annexe).

Liste des livrables :

---

⁵ Conformément à l'article 16.4 a) des Conditions générales du contrat cadre SIEA

	Nombre de pages (<i>sans compter les annexes</i>)	Contenu principal	Date de la présentation
Note de démarrage	5-10 pages	• Logique d'intervention • Liste des parties prenantes • Méthodologie de l'évaluation, y compris : ○ Matrice de l'évaluation : Questions d'évaluation, avec les critères de jugement et les indicateurs et méthodes d'analyse et de collecte des données ○ Approche des visites de terrain • Analyse des risques associés à la méthodologie de l'évaluation et les mesures d'atténuation • Plan de travail	Fin de la phase de démarrage
Projet de rapport final	25-50 pages	• <u>Cf. structure détaillée dans l'annexe III</u>	Fin de la phase de synthèse
Projet de résumé exécutif –	4-7 pages	• <u>Cf. structure détaillée dans l'annexe III</u>	Fin de la phase de synthèse
Rapport final	25-50 pages	• Même structure que pour le projet de rapport final, en intégrant tout commentaire reçu de la part des parties concernées sur le projet de rapport qui a été accepté	2 semaines après avoir reçu les commentaires sur le projet de rapport final.
Résumé exécutif final	N/D	• Même structure que pour le projet de résumé exécutif, en intégrant tout commentaire reçu de la part des parties concernées sur le projet de rapport qui a été accepté	Conjointement avec la version finale du rapport final.

5.2 Commentaires sur les livrables

Pour chaque rapport, le gestionnaire d'évaluation enverra au prestataire les commentaires d'ensemble reçus du groupe de référence ou l'approbation du rapport dans les 5 jours calendrier. Les rapports révisés en fonction des commentaires seront livrés dans les 10 jours calendrier à partir de la date de réception des commentaires. L'équipe d'évaluation devra apporter un document distinct expliquant comment et où ces commentaires ont été incorporés ou la raison pour laquelle certains commentaires n'ont pas été incorporés, le cas échéant.

5.3 Langue

Tous les rapports doivent être rendus en français.

5.4 Nombre d'exemplaires du rapport

La version approuvée du rapport final sera rendue en version numérique (Word et PDF).

5.5 Format des rapports

Tous les rapports doivent être rédigés en utilisant la police Arial ou Times New Roman, avec une taille minimale respectivement de 11 et 12, et un interligne simple, double face. Les rapports doivent comporter une liste des sigles et acronymes et, le cas échéant, une table des photographies, une table des illustrations, une table des cartes.

5.6 Les modalités de remise des offres et calendrier de l'action

Le dépôt des offres technique et financière se fera par voie électronique uniquement au plus tard le vendredi 28 novembre aux adresses suivantes : deduram.cdp@universsel.org et directeur@universsel.org

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires par voie électronique aux adresses indiquées ci-dessous :

Etape	Date	Heure (GMT)
Lancement de l'appel à soumettre	10/11/2022	-
Date limite pour les demandes de clarifications	25/11/2022	18h00
Date limite pour les apports de clarifications	26/11/2022	18h00
Date limite de soumission des offres	28/11/2022	18h00
Date de notification de l'attribution*	30/11/2022	
Date de début de l'évaluation*	05/12/2022	
Date de remise du rapport final*	15/02/2022	

* Dates soumises à modification

5.7 Budget

10000€

ANNEXES

ANNEXE I : CRITERES D'ÉVALUATION TECHNIQUE SPÉCIFIQUES

CRITERES D'ÉVALUATION TECHNIQUE SPÉCIFIQUES

Contrat Cadre - CGW 1023 01 U

1. CRITERES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix en utilisant une relation 80/20 entre la qualité technique et le prix.

La qualité technique est évaluée sur la base de la grille suivante :

Critères	Maximum
<i>Score total pour l'organisation et la méthodologie</i>	50
• Compréhension des TdR et des objectifs des services à fournir	10
• Approche méthodologique globale, approche du contrôle qualité, adéquation des outils utilisés et estimation des difficultés et des enjeux rencontrés	25
• Valeur technique ajoutée, soutien et rôle des membres du consortium concernés	5
• Organisation des tâches et du temps	10
<i>Score total pour l'équipe d'évaluateurs</i>	50
<i>SCORE GLOBAL TOTAL</i>	100

2. SEUIL TECHNIQUE

Toute offre en dessous du seuil technique de 75 sur 100 points sera automatiquement rejetée.

ANNEXE II : INFORMATIONS A FOURNIR A L'EQUIPE D'EVALUATION

- Textes juridiques et engagements politiques se rapportant à l'action à évaluer
- Document de stratégie nationale de la Guinée Bissau pour la période référente
- Politiques nationales ou sectorielles pertinentes et plans d'autres partenaires nationaux et locaux et d'autres donateurs
- Accord de financement de l'action et addenda
- Rapports annuels d'avancement de l'action et rapports techniques
- Rapports de monitoring orienté vers les résultats de la Commission européenne (ROM) et d'autres rapports externes ou internes de monitoring de l'action
- Rapports d'évaluation déjà existants, audits et rapports pertinents
- Documentation pertinente de partenaires nationaux et locaux et d'autres donateurs
- Orientation pour les évaluations sensibles aux questions de genre
- Calendrier et procès-verbaux de toutes les réunions du Comité directeur de la(les) action(s)
- Tout autre document pertinent

Note : L'équipe d'évaluation doit identifier et obtenir tout autre document considéré comme utile à analyser, par le biais de recherches indépendantes et d'entretiens avec des parties bien informées et des parties prenantes de l'action.

ANNEXE III : STRUCTURE DU RAPPORT FINAL ET DU RESUME EXECUTIF

Le prestataire fournira **deux documents distincts** : le **rapport final** et le **résumé exécutif**. Ils devront être cohérents, concis et clairs et ne contiendront pas d'erreurs linguistiques ni dans leur version originale ni dans leur traduction, si prévue.

Le rapport final ne doit pas dépasser le nombre de pages indiqué au chapitre 5. Des informations supplémentaires sur le contexte global de l'action, la description de la méthodologie et l'analyse des résultats doivent se trouver en annexe au texte principal.

La présentation doit être bien espacée et il est fortement recommandé d'utiliser des graphiques clairs, des tableaux et des paragraphes courts.

La page de garde du rapport final doit contenir le texte qui suit :

'Cette évaluation est soutenue par l'AFD et présentée par [nom de la société de conseil]. Le rapport ne reflète pas nécessairement les visions et les opinions de l'AFD.

Résumé exécutif

Un résumé exécutif bref, rigoureux, indépendant et qui va droit au but. Il doit se concentrer sur les objectifs ou sur les questions principales de l'évaluation, en souligner les principaux points exécutifs et montrer clairement les principales conclusions et leçons qui peuvent en être tirées, ainsi que les recommandations qui peuvent être faites.

Les principaux chapitres du rapport d'évaluation doivent être les suivants :

1. Introduction

Une description de l'action, du contexte du pays/de la région/du secteur concerné(e) et de l'évaluation, donnant au lecteur assez de précisions méthodologiques pour jauger la crédibilité des conclusions et pour prendre conscience de leurs limites et de leurs faiblesses éventuelles.

2. Réponses aux questions et conclusions

Un chapitre dédié aux réponses des questions d'évaluation, assorties des preuves et des raisonnements utilisés.

3.Évaluation globale (optionnelle)

Un chapitre qui synthétise toutes les réponses aux questions d'évaluation afin d'effectuer une évaluation globale de l'action. La structure détaillée de l'évaluation globale doit être peaufinée pendant le processus d'évaluation. Le chapitre correspondant doit articuler les conclusions et les leçons à tirer d'une manière qui reflète leur importance et qui en facilite la lecture. La structure ne doit pas forcément suivre

les questions d'évaluation, le cadre logique ou les critères d'évaluation.

4. Conclusions et recommandations

4.3 Enseignements tirés

Les enseignements tirés généralisent les résultats et traduisent l'expérience passée en connaissances pertinentes qui soutiendront la prise de décision, amélioreront les performances et favoriseront l'obtention de meilleurs résultats. Idéalement, ils devraient soutenir le travail des institutions concernées autant européennes que partenaires.

4.1 Conclusions

Ce chapitre contient les conclusions de l'évaluation, organisées par critère d'évaluation.

Afin de faciliter la communication des messages d'évaluation adressés à la Commission, un tableau qui classe les conclusions par ordre d'importance peut être présenté, ou un paragraphe ou un sous-paragraphe doit reprendre 3 ou 4 conclusions principales, organisées par ordre d'importance, sans être répétitif.

4.2 Recommandations

Leur objectif est d'améliorer ou de réformer l'action dans le cadre du cycle en cours, ou de préparer la conception d'une nouvelle action pour le cycle suivant.

Les recommandations doivent être regroupées et classées selon leur priorité, soigneusement adaptées au public ciblé à tous les niveaux, notamment au niveau de la Commission Européenne.

5. Annexes au rapport

Le rapport devrait inclure les annexes suivantes :

- Les termes de référence de l'évaluation.
- Le nom des évaluateurs et de la société pour laquelle ils travaillent (les CV devraient être fournis, mais résumés et limités à une page par personne).
- Une description détaillée de la méthodologie de l'évaluation qui inclut : les décisions prises, les difficultés rencontrées et les limites de la méthodologie. Détails sur les outils utilisés et sur les analyses effectuées.
- Les matrices de la logique d'intervention / du cadre logique (planifiées/réelles et améliorées/mises à jour).
- La(les) carte(s) géographique(s) des lieux où l'action s'est déroulée.
- Une liste de personnes/organisations consultées.
- La littérature et la documentation consultées.
- D'autres annexes techniques (par exemple des analyses statistiques, des tables des matières et des chiffres, la matrice des preuves, des bases de données), si nécessaire.
- Des réponses détaillées aux questions d'évaluation, critères de jugement et indicateurs.

ANNEXE IV : PLAN DE TRAVAIL

Cette annexe doit être incluse par les contractants-cadre dans leur organisation et méthodologie spécifiques et en faire partie intégrante. Les contractants-cadre peuvent ajouter autant de lignes et de colonnes que nécessaire.

Les phases de l'évaluation doivent refléter celles indiquées dans les présents termes de référence.

		Durée indicative en jours de travail ⁶		
Activité	Lieu	Chef d'équipe	Évaluateur...	Dates indicatives
Phase de démarrage :				
jours totaux				
•				
•				
Phase documentaire :				
jours totaux				
•				
•				
Phase de terrain :				
jours totaux				
•				
•				
Phase de synthèse :				
jours totaux				
•				
•				
Phase de diffusion :				
jours totaux				
•				
•				
Jours de travail TOTAUX				
(maximum)				

⁶ Ajoutez une colonne pour chaque évaluateur

ANNEXE VI : MATRICE CADRE LOGIQUE (LOGFRAME) DE LA(LES) ACTION(S) ÉVALUÉE(S)

Cadre logique du projet de Développement DURable de l'Agriculture de Mangrove 2 - DEDURAM 2

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification
Objectif global	<i>Quel est l'objectif global d'ensemble auquel l'action va contribuer ?</i>	<i>Quel est l'indicateur-clef lié à cet objectif global ?</i>	<i>Quelles sont les sources d'information pour cet indicateur ?</i>
OG	Contribuer au développement soutenable de la région Oïo par un soutien technique et organisationnel aux producteurs de sel et de riz de mangrove	Les productivités de riz et de sel augmentent d'au moins 30% après 5 années d'adoption des pratiques durables de riziculture de mangrove et de saliculture solaire	Suivi des systèmes de production Enquêtes techniques et familiales
Objectif spécifique	<i>Quel objectif spécifique l'action doit-elle atteindre comme contribution à l'objectif global ?</i>	<i>Quels indicateurs montrent en détail, que les objectifs de l'action sont atteints ?</i>	<i>Quelles sources d'information existent et peuvent être rassemblées ? Quelles sont les méthodes pour obtenir ces informations ?</i>
OS	Favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations des zones de production de sel et de riz de mangrove par un accompagnement sur les techniques de production, et la gestion des interactions socio-environnementales		
SOS1	Renforcer les compétences de l'organisation paysanne KAFO pour approfondir l'accompagnement des organisations villageoises de producteurs de riz vers une amélioration durable de leurs conditions de vie	En fin de phase 2, les évaluations du personnel KAFO du projet DEDURAM 2 sont très satisfaisantes Nombre de producteurs formés > 700 (contre 500 en phase 1) Gain de productivité à l'Ha après 5ans (2017-2022) > 30% Diminution de la durée de la période de soudure après 5 ans > 80%	Evaluations annuelles RH Emargement des formations Suivi des systèmes de production Enquêtes familiales Rapport d'activité
SOS2	Renforcer les compétences des organisations villageoises de productrices de sel et approfondir leur accompagnement vers une amélioration durable de leurs conditions de vie	Nombre de productrices ayant adopté au moins partiellement la saliculture solaire > 1500 (contre 1000 atteint en fin de phase 1) Gain de productivité horaire > 30% Quantité de bois économisée > 6t/productrice/an en moyenne	Emargement des formations Suivi des systèmes de production
SOS3	Construire une vision partagée des enjeux socio-environnementaux locaux actuels et futurs et diffuser les informations qui favorisent la préservation et/ou la reconstruction d'un équilibre socio-écossystémique	Realisation de diagnostics territoriaux participatifs sur les interdependances entre les mangroves et les populations et sur les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 4 Nombre de partenariats et/ou d'expertises contractés par Univers-Sel et/ou KAFO pour d'autres initiatives > 2	Documents de capitalisation Rapport d'activité Compte-rendu de séances d'animation
Résultats attendus		<i>Quels indicateurs permettent de vérifier et de mesurer que l'action atteint les résultats attendus ?</i>	<i>Quelles sont les sources d'information pour ces indicateurs</i>
R.1.1	L'appui technique et organisationnel de KAFO lui permet une autonomisation dans la mise en œuvre technique, administrative et financière du volet riziculture	IR1 - En fin de phase 2, les évaluations du personnel KAFO du projet DEDURAM 2 sont très satisfaisantes	Evaluations annuelles RH
R.1.2	L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet d'assurer l'ancrage et la diffusion de la gestion globale de l'eau et de la gestion d'eau à la parcelle favorisant une amélioration de la productivité et une réduction de la durée de la période de soudure	IR2 - Gain de productivité à l'Ha après 5ans > 30% IR3 - Diminution de la durée de la période de soudure après 5 ans > 80%	Suivi des systèmes de production Enquêtes familiales
R.1.3	L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet un renforcement de la gestion communautaire des rizières	IR4 - Plus de 80% des accords d'engagement signés chaque année par les villages de producteurs sont respectés	Suivi des systèmes de production
R.1.4	L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet une meilleure adaptation des populations aux changements climatiques et une régénération de l'écosystème environnant	IR5 - Reboisement de mangrove de protection de digues en accord avec les diagnostics effectués >3Ha IR6 - Taux de survie des espaces reboisés après un an > 75% IR7 - Taux de couverture cartographique des sites touchés par le projet = 100% à la fin de la phase 2	Enquêtes familiales Outil de suivi SIG
R.1.5	L'appui technique et organisationnel des producteurs de riz permet une meilleure connaissance des enjeux socio-environnementaux actuels et à venir et participe à la recherche de solutions adaptées	IR8 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 1 IR9 - Nombre d'expérimentation de techniques de production et/ou post récolte en fin de phase 2	Outil de suivi SIG Rapport d'activité
R.2.1	L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet d'assurer l'ancrage et la diffusion de la saliculture solaire sur bêche favorisant une amélioration de la productivité et une meilleure maîtrise de l'amont de la filière	IR10 - Gain de productivité horaire > 30% grâce la production solaire de sel par rapport à la production ignigène IR11 - Au moins 1500 productrices de sel utilisent exclusivement ou partiellement la technique de saliculture solaire à la fin du projet	Suivi des systèmes de production Rapport d'activité
R.2.2	L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet de renforcer le rôle des femmes et leur participation dans les instances de décision	IR13 - Les organisations villageoises de productrices sont composées d'au moins 80% de femmes	Rapport d'activité Liste des membres des organisations villageoises
R.2.3	L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet une limitation des impacts environnementaux de la production et une régénération de l'écosystème environnant	IR14 - Diminution des émissions de GES > 1000 teCO2/an en moyenne grâce la production solaire de sel par rapport à la production ignigène IR15 - Quantité de bois économisée > 6t/productrice/an en moyenne	Analyse de cycle de vie effectuée en phase 1 Suivi des systèmes de production
R.2.4	L'appui technique et organisationnel aux organisations villageoises de productrices de sel permet une meilleure connaissance des enjeux socio-environnementaux actuels et à venir et participe à la recherche de solutions adaptées	IR16 - Taux de couverture cartographique des sites touchés par le projet = 100% à la fin de la phase 2 IR8 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 1	Outil de suivi SIG Rapport d'activité
R.3.1	Favoriser la création et la diffusion de connaissances sur les interactions et les interdépendances des populations avec l'écosystème de mangrove	IR7 - Nombre de diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires > 2 IR18 - Nombre d'atelier de restitution des études auprès des communautés > 2	Rapport d'activité Emargement des ateliers de restitution
R.3.2	Les techniques expérimentées dans les projets DEDURAM 1 et 2 se diffusent dans les zones de mangroves	IR19 - Nombre de partenariats et/ou d'expertises contractés par Univers-Sel pour d'autres initiatives > 3	Rapport d'activité
R.3.3	La population est sensibilisée aux enjeux socio-environnementaux en Guinée Bissau et en France	IR20 - Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation > 1000	Rapport d'activité

Activités à développer	Quelles sont les activités-clés à mettre en œuvre, et dans quel ordre, afin de produire les résultats attendus ? (Groupez les activités par résultats)	Moyens : Quels moyens sont requis pour mettre en œuvre ces activités, par exemple personnel, matériel, formation, études, fournitures, installations opérationnelles, etc. ?	Quelles sont les sources d'information sur le déroulement de l'action ? Coûts : Quels sont les coûts de l'action ? leur nature ?	Quelles conditions préalables doivent être remplies avant le début de l'action? Quelles conditions ne dépendant pas directement du bénéficiaire doivent être remplies pour l'exécution des activités prévues?
A.1.1.1	Réorganisation de l'équipe salariée KAFO sur DEDURAM2 pour optimiser le renforcement des compétences		Sources d'informations : Rapport d'activité Organigramme Coûts : équipe projet Indicateurs : /	Une situation de référence est établie en début de projet et sert de base d'orientation des activités.
A.1.1.2	Réalisation de formations à l'attention de l'équipe salariée KAFO sur DEDURAM2 (1 personne en administration RH et financière, 2 personnes en management, 4 personnes en animation communautaire, 4 personnes en techniques de gestion de l'eau)		Sources d'informations : Rapport d'activité Organigramme Coûts : Formation admin 2 formations en management 1 formation en animation communautaire 2 missions paludiers Indicateurs : IS1 - Nombre de formation par salarié KAFO du projet DEDURAM2 à la fin du projet = 1	La contribution attendue du partenaire technique et financier est mobilisée au moment opportun. Les responsabilités d'action du demandeur, du codemandeur et des bénéficiaires associés à l'action sont clairement définies et acceptées par tous.
A.1.2.1	Atelier interne de capitalisation sur la démarche projet des 4 premières années de l'initiative DEDURAM (stratégies opérationnelle, financière, RH, technique...)		Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : équipe projet Missions siège Réalisation séminaire Indicateurs : /	Les moyens de l'action sont répartis entre partenaires en fonction des engagements.
A.1.2.2	Réalisation d'une étude socio-économique sur la nouvelle zone d'intervention de Binbaque		Sources d'informations : Rapport d'activité Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Etude externe Indicateurs : IS2 - Nombre de diagnostic socio-économique > 1 pour A.1.2.2	Un manuel de procédures définissant les règles de gestion administrative et financière du projet est élaboré et suivi.
A.1.2.3	Réalisation de 1 visite d'échange avec un autre pays producteur de la sous-région		Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus des visites d'échange Coûts : équipe projet Location de véhicules et frais de transport Nuitées Indicateurs : IS3 - Nombre de visites d'échange sous-régionales réalisées > 1 pour A.1.2.3 IS4 - Nombre de participant aux visites d'échange sous-régionales > 8 pour A.1.2.3	
A.1.2.4	Réalisation d'au moins 8 visites d'échange inter-sites		Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus des visites d'échange Coûts : équipe projet Location de véhicules et frais de transport Nuitées Indicateurs : IS5 - Nombre de visites d'échange locales réalisées pour A.1.2.4 > 8 IS6 - Nombre de participants aux visites d'échange locales pour A.1.2.4 > 60	
A.1.2.5	Amélioration de la gestion de l'eau sur 350 Ha de plaines et axes hydrauliques des périmètres rizicoles (Gestion globale de l'eau - GGE)	Ressources Humaines Equipe projet 1 Chef de projet UNS 1 Responsable Suivi-évaluation UNS 1 Chargé de saliculture UNS 2 animateurs techniques saliculture UNS 1 Chargé de riziculture KAFO 3 puis 2 animateurs riziculture KAFO 1 Chauffeur UNS 1 Responsable administratif et financier KAFO	Sources d'informations : Rapport d'activité Complex-rendus des visites d'échange Coûts : équipe projet Location de véhicules et frais de transport Nuitées Indicateurs : IS7 - Nombre d'Ha des plaines rizicoles dont la gestion d'eau a été améliorée = 350	
A.1.2.6	Aménagement de 450 Ha de casiers rizicoles (Gestion de l'eau à la parcelle - GEP)	Expertise bénévoles : Paludiers de Guérande Expertise externe : Sécurité des bâtiments Formateurs Agronomes Sociologues Environnementalistes Suivi-évaluation BIC Autres	Sources d'informations : Rapport d'activité Suivi BIC Visites terrain Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Matériel d'aménagement hydraulique (tuyaux, clapets et coudes principalement) Equipe projet Mission paludiers Repas producteurs IS8 - Nombre d'Ha des casiers rizicoles aménagés et/ou réhabilités selon les techniques améliorées de gestion d'eau à la parcelle = 450	
A.1.2.7	Mise en place et suivi de parcelles de référence	Moyens matériels Un bureau à Bissau, 1 bureau à Mansoa, 1 bureau à Djalicunda Entretien courant Mobilier Locations de salles ponctuelles Matériel informatique et de télécommunication Fournitures	Sources d'informations : Rapport d'activité Visites terrain Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Equipe projet Mission paludiers Indicateurs : IS9 - Nombre de parcelles de références utilisées comme telles = 2	
A.1.2.8	Formation action de 700 riziculteurs à la pose de tuyaux et à la gestion de l'eau	1 véhicule type pick-up 9 motos Locations de véhicules ponctuelles Nuitées lors des déplacements Equipement de terrain Matériel de mesure CPS	Sources d'informations : Rapport d'activité Visites terrain Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Equipe projet Mission paludiers Repas producteurs Indicateurs : IS10 - Nombre de producteurs formés à la pose des tuyaux et à la gestion de l'eau = 700	
A.1.2.9	Formation action des riziculteurs à la conduite améliorée de la culture de riz (Calendrier cultural, sélection et gestion des semences...)	Bâches pour saliculture solaire Tuyaux Coudes Clapets Machines agricoles (batteuses, décortiqueuse...) Matériel de construction	Sources d'informations : Rapport d'activité Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS11 - Nombre de producteurs formés à la conduite améliorée de la culture de riz = 150	
A.1.2.10	Suivi conseil aux riziculteurs pendant la campagne agricole	Photographies Films Documents de communication Autres supports de communication Divers	Sources d'informations : Rapport d'activité Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS12 - Nombre d'ateliers de partage réalisés = 3	
A.1.3.1	Accompagnement à la création, à la mise en place et à la gestion d'au moins 2 organisations villageoises de producteurs de riz		Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : Equipe projet Formation des organisations de producteurs Indicateurs : IS13 - Nombre d'organisation villageoises de producteurs de riz renforcées et collaborant au projet DEDURAM2 > 2	
A.1.3.2	Co-construction et signatures des accords d'engagement annuel avec chaque périmètre d'intervention		Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS14 - Nombre de rapport d'engagement signés > 3/an	
A.1.4.1	Plantation de paludiers en renforcement des aménagements en accord avec les résultats du diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale		Sources d'informations : Rapport d'activité Suivi BIC Visites terrain Coûts : Equipe projet Achat de matériel pour reboisement Indicateurs : IS15 - Nombre d'action de replantation de mangroves pour A.1.4.1 = 3	
A.1.5.1	Construction, suivi et traitement d'une base de données globale		Sources d'informations : Rapport d'activité Documents des formations Coûts : Equipe projet Expertise externe Entretien du drone Indicateurs : IS16 - % d'indicateurs de suivi et de résultats utilisés = 100%	
A.1.5.2	Réalisation de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires		Sources d'informations : Rapport d'activité Rapport d'expertise Coûts : Equipe projet Expertise externe Indicateurs : IS17 - Nombre de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale pour activité A.1.5.2 = 1 IS18 - Nombre d'étude sur les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires pour activité A.1.5.2 = 1	
A.1.5.3	Réalisation d'expérimentations de techniques culturales et/ou d'activités post-récolte		Sources d'informations : Rapport d'activité Capitalisation Coûts : Equipe projet Matériel de construction Equipement Indicateurs : IS19 - Nombre d'expérimentation de techniques culturales et/ou d'activités post-récoltes = 2	

A.2.1.1	Atelier interne de capitalisation sur la démarche projet des 4 premières années de l'initiative DEDURAM (stratégies opérationnelle, financière, RH, technique...)	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : équipe projet Missions siège Réalisation séminaire Indicateurs : /	
A.2.1.2	Réalisation d'une étude socio-économique sur les nouvelles zones d'intervention	Sources d'informations : Rapport d'activité Tableau de suivi des indicateurs Coûts : Etude externe Indicateurs : IS20 - Nombre de diagnostic socio-économique pour l'activité A.2.1.2 = 1	
A.2.1.3	Assurer l'approvisionnement local de bûches pour la saliculture solaire	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : équipe projet Indicateurs : IS21 - Nombre de commandes locales de bûches accompagnées et/ou observées = 3	
A.2.1.4	Formation action d'au moins 20 nouvelles productrices relais	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus de formation Coûts : équipe projet Missions paludiers Indicateurs : IS22 - Nombre de formations relais formées = 20	
A.2.1.5	Mise en place de 2 exploitations de référence dans la zone de Mansoa et de Cacheu	Sources d'informations : Rapport d'activité Visites terrain Coûts : équipe projet Palet matériel expérimental Missions paludiers Indicateurs : IS23 - Nombre d'exploitations de référence = 2	
A.2.1.6	Réalisation d'une visite d'échange avec un autre pays producteur de la sous-région	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus des visites d'échange Coûts : équipe projet Location véhicule Logement Indicateurs : IS24 - Nombre de visites d'échange sous-régionales réalisées pour A.2.1.6 > 1 IS25 - Nombre de participants aux visites d'échange locales pour A.2.1.6 > 8	
A.2.1.7	Réalisation d'au moins 6 visites d'échanges inter-sites	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendu des visites d'échange Coûts : équipe projet Location véhicule Logement Indicateurs : IS26 - Nombre de visites d'échange inter-sites pour A.2.1.7 > 6 IS27 - Nombre de participants aux visites d'échange inter-sites pour A.2.1.7 > 60	
A.2.1.8	Suivi conseil aux productrices ayant adopté la technique de saliculture solaire.	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : équipe projet Missions paludiers Indicateurs : /	
A.2.1.9	Accompagnement au renforcement, à la mise en place et à la gestion d'au moins 2 organisations villageoises de productrices de sel	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : Equipe projet Formation des organisations de productrices Indicateurs : IS28 - Nombre d'organisations villageoises de productrices de sel renforcées et collaborant au projet DEDURAM 2 > 2	
A.2.1.10	Suivi-conseil des organisations villageoises de productrices pour la diversification des débouchés du sel	Sources d'informations : Rapport d'activité Rapport d'expertise Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS29 - Existence d'une étude de marché sur les débouchés du sel	
A.2.2.1	Réalisation d'au moins 12 sessions de formations (en alphabétisation, en entrepreneuriat féminin, en gestion comptable, et en gouvernance) à destination des productrices membres des organisations villageoises	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : Equipe projet Formations extérieures Engagement des formations Indicateurs : IS30 - Nombre de sessions de formations à destination des organisations villageoises de productrices de sel = 12	
A.2.2.2	Réalisation d'une enquête sur l'utilisation de l'augmentation de la productivité horaire par les femmes grâce à la saliculture solaire	Sources d'informations : Rapport d'activité Rapport d'expertise Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS31 - Existence d'une enquête sur l'utilisation du temps gagné grâce à la saliculture solaire	
A.2.2.3	Réalisation de 3 réunions du réseau des acteurs et inter-profession de la filière sel	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus des réunions Engagement des réunions Coûts : Equipe projet Location de salle et équipements Indicateurs : IS32 - Nombre de réunions du réseau des acteurs et inter-profession de la filière sel = 3	
A.2.3.1	Plantation de palétuviers en renforcement des aménagements en accord avec les résultats du diagnostic territoriaux partagés sur l'évolution environnementale	Sources d'informations : Rapport d'activité Suivi SIG Visites terrain Coûts : Equipe projet Achat de matériel pour reboisement Indicateurs : IS33 - Nombre d'action de replantation de mangroves pour A.2.3.1 = 3	
A.2.4.1	Construction, suivi et traitement d'une base de données globale	Sources d'informations : Rapport d'activité Documents de formations Coûts : Equipe projet Expertise externe Entretien du drone Indicateurs : IS34 - % d'indicateurs de suivi et de résultats utilisés pour A.2.4.1 = 100%	
A.2.4.2	Réalisation de diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires	Sources d'informations : Rapport d'activité Rapport d'expertise Coûts : Equipe projet Expertise externe Indicateurs : IS35 - Nombre d'étude sur les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires pour A.2.4.2 > 1	
A.2.4.3	Réalisation d'expérimentations techniques et environnementales	Sources d'informations : Rapport d'activité Capitalisation Coûts : Equipe projet Matériel de construction Equipement Indicateurs : IS36 - Nombre d'expérimentation de techniques culturelles et environnementales = 2	
A.3.1.1	Réalisation d'au moins 2 ateliers de restitution des résultats des diagnostics territoriaux partagés sur l'évolution environnementale et les besoins en développement d'activités génératrices de revenus complémentaires avec les habitants des zones concernées	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus des ateliers Coûts : Equipe projet Location de salle et équipements Indicateurs : IS37 - Nombre d'ateliers de restitution des résultats des diagnostics territoriaux = 2	
A.3.1.2	Recherche de partenariats pour une approche holistique de soutien aux activités génératrices de revenu dans une phase 3 de DEDURAM	Sources d'informations : Rapport d'activité Document de projet DEDURAM 3 Coûts : Equipe projet Indicateurs : /	
A.3.1.3	Accompagnement dans l'instauration d'un processus de gestion communautaire des permis de mangrove	Sources d'informations : Rapport d'activité Coûts : Equipe projet Indicateurs : IS38 - Nombre de salarié du projet DEDURAM formés à la MAMP > 7 IS39 - Nombre d'outils de la MAMP utilisés pour la connaissance des zones d'intervention et la planification communautaire participative = 10	
A.3.2.1	Finalisation et diffusion des 4 documents de capitalisation réalisés en 1ère phase de DEDURAM	Sources d'informations : Rapport d'activité Documents de capitalisation Coûts : Equipe projet Expertise externe Reproduction Indicateurs : IS40 - Nombre de documents de capitalisation produits	
A.3.3.1	Réalisation d'au moins 35 actions ECSB en France et en Guinée-Bissau à partir du Kit Pédagogique élaboré dans la 1ère phase DEDURAM	Sources d'informations : Rapport d'activité Compte-rendus de la commission ECSB Coûts : Equipe projet Commission ECSB Fabrication du kit pédagogique Indicateurs : IS41 - Nombre d'actions ECSB réalisées = 35	
A.3.3.2	Réalisation d'au moins 6 expositions photo en France et en Guinée-Bissau élaboré dans la 1ère phase DEDURAM	Sources d'informations : Rapport d'activité Communication UNB Coûts : Equipe projet Commission ECSB Locations diverses et transports Indicateurs : IS42 - Nombre d'expositions réalisées = 6	
A.3.3.3	Réalisation d'au moins 6 diffusions en Guinée-Bissau et en France du film réalisé dans la 1ère phase DEDURAM	Sources d'informations : Rapport d'activité Communication UNB Coûts : Equipe projet Commission ECSB Locations diverses et transports Indicateurs : IS43 - Nombre de projections réalisées = 6	